

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ACCORDÉE À TIMES OF INDIA, NOTAMMENT SUR LES RELATIONS FRANCO-INDIENNES ET LE NON-ALIGNEMENT, PARIS, JEUDI 6 JUIN 1985.

6 JUNE 1985 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Lorsque vous avez pris vos fonctions en 1981, vous avez parlé de faire des relations entre la France et trois pays du tiers monde, l'Inde, le Mexique et l'Algérie des modèles de coopération économique, politique et culturelle Nord-Sud. Dans quelle mesure cet espoir a-t-il été réalisé dans le cas de l'Inde au cours des quatre dernières années ?

- LE PRESIDENT.- Au cours des dernières années, les relations franco - indiennes se sont développées dans un contexte économique international bien peu propice à la mise en oeuvre du modèle de coopération que nous souhaitons voir s'établir entre le Nord et le Sud. Je n'ai pas cessé de plaider, dans les enceintes internationales, lors des sommets des pays industrialisés, pour un partage plus égal des richesses et des technologies, pour la réforme du système monétaire international, pour la garantie des cours des matières premières, pour la -recherche de l'autosuffisance alimentaire. Et la France met cet engagement en pratique puisque mon objectif est qu'elle consacre à l'aide au développement 0,7 % de son PIB. Mais elle ne peut, à elle seule remédier aux défaillances des nations industrialisées.

- Avec l'Inde, comme avec les autres pays en développement, que nous considérons comme des partenaires et pas seulement comme des clients, nous avons conçu nos relations économiques et commerciales dans un esprit de parité et de réciprocité, afin que leur développement aille au devant des besoins du pays d'accueil. Nous voulons que notre coopération s'organise autour de "projets-phare", étalés sur une longue période qui intègrent fourniture d'équipements, cession de technologie, financements appropriés et formation de personnel.\

QUESTION.- Dans quels secteurs spécifiques pensez-vous que la France peut aider à cette modernisation, à part la défense, les télécommunications, l'exploration pétrolière, les charbonnages et l'aviation civile où la participation de la France est déjà tout à fait considérable ?

- LE PRESIDENT.- Ces secteurs sont bien en effet ceux où la collaboration franco - indienne s'est déjà manifestée de la façon la plus évidente. Il s'est agi de grands projets, au coeur des priorités définies par l'Inde. Dans ces secteurs clefs, la coopération entre nos deux pays n'est, j'espère qu'à son stade initial. Aux réalisations déjà acquises correspondent de nombreux projets porteurs d'avenir. On peut notamment penser aux télécommunications et à la valorisation des ressources énergétiques indiennes. Mais la contribution de la France au remarquable essor de l'économie indienne et à sa modernisation ne touche pas uniquement ces branches d'activité.

- Ce qui frappe c'est au contraire la multiplicité et la variété des points d'application possibles de notre coopération. L'informatique (vente d'ordinateur par Bull), la santé (projets de l'institut Mérieux), l'audiovisuel (choix d'Antiope), la lutte contre la pollution, le spatial, le nucléaire seront demain ou après-demain des domaines d'actions communes privilégiés.

- Mais plus encore que le choix de secteurs stratégiques, ce qui illustre la volonté de la France de participer au mieux à l'effort de modernisation conduit par le gouvernement de M. Rajiv Gandhi, c'est la volonté de transmettre un savoir-faire, sans réticence ou volonté d'ingérence. Dans des domaines comme celui des télécommunications ou de l'informatique, la France a prouvé qu'elle n'entendait pas seulement vendre des équipements ou des techniques mais transmettre ce savoir.\

QUESTION.- On a dit qu'un renforcement des liens franco - indiens contribuerait à réduire la dépendance des puissances moyennes à l'égard des Etats-Unis et de l'URSS. En a-t-il été ainsi jusqu'à présent au cours de votre mandat ou pensez-vous que le rôle des superpuissances reste aussi prédominant que jamais ?

- LE PRESIDENT.- Le rôle des grandes puissances reste ce qu'il est mais cela ne doit pas empêcher, et cela n'empêche pas, toutes les autres nations de coopérer et de mieux s'organiser. La Communauté européenne `CEE` par exemple est parvenue à régler ces dernières années plusieurs problèmes et à s'élargir à de nouveaux pays. Il me semble aussi que les pays non alignés, et l'Inde en premier lieu, ont

réussi à se grouper et à faire entendre leur voix sur tout ce qui concerne les relations économiques internationales d'une façon telle, qu'ils ne peuvent plus être ignorés, même si les progrès demeurent, à mes yeux, bien trop lents. La France considère qu'avec un pays comme le vôtre, et d'autres, bien entendu, une certaine façon de concevoir la relation entre le Nord et le Sud finira par s'imposer. Elle travaille dans ce sens.\

QUESTION.- Dans le passé, vous avez fréquemment exprimé votre admiration pour la politique indienne de non alignement. Pensez-vous toujours que le non alignement et la manière indienne de le pratiquer sont deux choses importantes en matière de politique internationale, particulièrement dans le contexte de la seconde guerre froide et de la nouvelle course aux armements dont le programme d'IDS du Président Reagan est l'expression la plus révélatrice ?

- LE PRESIDENT.- La France, comme l'Inde, souhaite voir le monde échapper à l'emprise exclusive des blocs militaires. C'est pourquoi elle a toujours soutenu les idéaux fondateurs du non-alignement dans la mesure où ils traduisent une volonté d'enrayer la montée d'une logique bipolaire qui conduit trop souvent à une radicalisation des conflits. Face à la permanence des foyers de tensions régionaux, le non-alignement est plus pertinent et plus nécessaire que jamais. Aucun pays n'est mieux placé que l'Inde, dont l'indépendance n'est contestée par personne, pour donner à cette doctrine sa pleine signification et au mouvement qui s'en inspire un rayonnement accru. L'appartenance de la France à une alliance militaire défensive, vis-à-vis de laquelle elle n'a jamais failli à ses engagements, n'obère en rien son autonomie de décision, ni sa liberté de parole et d'action.\

QUESTION.- Diriez-vous que, dans le -cadre de l'Europe et de l'Alliance occidentale, la France cherche à jouer un rôle de non aligné sur les problèmes-clés tels que par exemple la "guerre des étoiles" du Président Reagan à propos de laquelle vous avez exprimé de sérieuses réserves à la différence d'autres dirigeants européens ?

- LE PRESIDENT.- Quelle que soit la sympathie que la France éprouve pour le non alignement, il n'est pas possible de dire que la France est un pays non aligné. Elle fait partie, je le répète, d'une alliance militaire, certes défensive, mais ses engagements à l'égard de ses alliés sont clairs et elle entend y être fidèle. Cela n'empêche en rien la France, comme vous le voyez, d'avoir une pleine indépendance de pensée et de décision et de faire entendre sa propre voix.

- QUESTION.- Vous vous êtes opposé à la tentative du Président Reagan de faire participer les Européens aux recherches pour l'IDS. A la place vous avez proposé le projet "Eureka" visant à constituer une communauté technologique européenne avancée et autonome. Cela peut-il être interprété comme une tentative d'exploiter le potentiel européen en vue de devenir une 3ème superpuissance ? De quelle manière Eureka profitera-t-il au tiers monde et en particulier à l'Inde ?

- LE PRESIDENT.- L'initiative de Défense Stratégique et Eureka sont d'une -nature différente. Eureka aurait été nécessaire, même si les orientations stratégiques américaines étaient autres. Le but d'Eureka est simple : l'Europe doit avoir un sursaut pour rattraper le retard technologique qui est en - train de se créer entre elle d'un côté, les Etats-Unis et le Japon de l'autre. Cet objectif n'est pas militaire. Une Europe technologiquement plus avancée pourra coopérer de façon encore plus féconde avec des pays du tiers monde comme l'Inde. Nul n'est exclu, a priori, de cette entreprise.\

QUESTION.- Contrairement à la Grande-Bretagne, la France n'a pas de liens étroits historiques et linguistico - culturels avec l'Inde. Cela explique peut-être pourquoi il a fallu tant de temps à la France pour se décider à établir des relations plus étroites avec ce pays. Jusqu'aux dernières années, c'était la Chine plutôt que l'Inde qui semblait avoir les faveurs de la France. Qu'est-ce qui a conduit à ce changement ? Est-ce parce que la Chine n'a pas fourni les marchés qu'elle avait promis ou est-ce la perspective d'accéder au vaste marché indien ?

- LE PRESIDENT.- C'est vrai qu'il a fallu du temps à la France pour nouer avec l'Inde des liens qui existent aujourd'hui. Notre coopération est longtemps restée symbolique. Faute de traditions, d'enracinement dans un pays où d'autres avaient de longue date leurs entrées, nos hommes d'affaires, nos industriels, nos experts ont trop longtemps négligé l'Inde.

- Depuis quelques années, j'ai veillé à ce que nous mettions les bouchées doubles. Les chiffres sont éloquentes. Notre commerce a crû de cinquante pour cent en trois ans. Je souhaite qu'il se développe encore sans porter ombrage à quiconque. Notre relation avec l'Inde doit être privilégiée. Elle ne saurait être exclusive. Elle repose désormais sur des bases politiques très solides, sur des intérêts réciproques

être exclusive. Elle repose désormais sur des bases politiques très solides, sur des intérêts réciproques, sur une large communauté d'objectifs. Nous voulons, comme vous, maîtriser les technologies qui commandent l'avenir. Nos programmes de modernisation intérieure sont d'inspiration similaire. Dans de nombreux domaines, il existe des complémentarités à mieux développer. Cette politique ne s'est pas développée par substitution à la Chine. L'Inde et la Chine sont deux pays immenses qui méritent l'un et l'autre que la France y prenne rang.\

QUESTION.- Sur les 8000 accords de collaboration avec l'étranger que l'Inde a signés depuis 1957, un peu plus de 400 seulement ont été conclus avec des compagnies françaises. Cela représente seulement 5 % au total. Les investissements de la France en Inde représentent environ 5 % du total des investissements étrangers dans ce pays. De quelle façon amener la France à s'engager plus avant dans le développement économique de l'Inde ?

- LE PRESIDENT.- Il est vrai que la présence des entreprises françaises n'est pas encore aussi importante que celle d'entreprises d'autres pays. Mais j'ai bon espoir que cet écart soit rapidement comblé. L'évolution récente autorise, il me semble, un certain optimisme. Le gouvernement de la France s'attache à favoriser ce développement en mettant au point des financements adaptés et en encourageant les transferts de technologie.\

QUESTION.- Pourquoi le dialogue Nord-Sud est-il devenu, de fait, un dialogue de sourds ? Pensez-vous que le conservatisme économique du Président Reagan dans son propre pays comme à l'étranger est un obstacle majeur à la mise en place du nouvel ordre économique mondial que vous avez souvent appelé de vos vœux dans le passé ?

- LE PRESIDENT.- Même si le dialogue Nord-Sud n'a pas donné jusqu'ici les résultats escomptés, je pense qu'il doit être poursuivi. Certes, tous les pays développés ne sont pas acquis aux propositions visant à la reconstruction d'un système économique international plus équitable et plus stable présentés notamment par la France, mais ce qui est juste et nécessaire doit être répété sans relâche.\

QUESTION.- On dit que votre gouvernement a très nettement évolué vers la droite depuis 1980. Est-ce vrai ?

- Est-ce que cela pourrait vous rapprocher du type de politique pragmatique dont, dit-on, M. Rajiv Gandhi est partisan ?

- LE PRESIDENT.- Depuis mon élection, j'ai poursuivi avec obstination quatre objectifs :

- 1. Modernisation économique du pays & les nationalisations d'entreprises industrielles et de banques ont contribué à la reprise de l'investissement qui a cru dans l'industrie de 10 % en volume l'an dernier. Ce ne sont pas des mesures conservatrices !

- 2. L'extension des responsabilités des régions, des départements et des communes de façon à libérer au maximum les initiatives locales. La droite française n'avait pas pensé ou pas osé le faire avant nous.

- 3. La participation active des travailleurs aux décisions qui les touchent directement dans l'entreprise, car au contraire de certains idéologues de droite, je pense que progrès économique et progrès social doivent aller de pair et se renforcer mutuellement. Cette démarche caractérise une politique de progrès.

- 4. Étendre le champ des libertés de mes concitoyens & ainsi 1300 radios privées existent aujourd'hui alors qu'il n'y en avait aucune en 1981 et j'ai souhaité la création de télévisions privées aussi bien nationales que locales.

- La politique économique générale, avec pragmatisme mais fidèle à nos objectifs, a tenu compte des contraintes fortes résultant d'un environnement international chaotique et de la persistance de vives tensions inflationnistes malgré 23 ans de gouvernement conservateur en France.

- 5. Nous nous sommes attaqués à la source du mal : l'inflation et le vieillissement des structures industrielles. En cela nous avons changé la politique française telle qu'elle était pratiquée depuis 20 ans.\

QUESTION.- Un aspect déplaisant de la vie politique française récente est la montée du Front national d'extrême droite dirigé par M. Jean-Marie Le Pen. Quelle est la force de ce mouvement ? Jouit-il du soutien de la classe ouvrière et quelles sont ses chances de jouer un rôle dans un futur gouvernement, compte tenu du système de représentation proportionnelle que vous avez introduit ?

- LE PRESIDENT.- Président de la République, je m'interdis de porter des jugements sur les partis politiques, sur leur représentativité ou sur leurs opinions. Je n'ai, vous le savez bien, aucune sympathie particulière pour l'extrême droite, ni pour ses idées : toute ma vie publique l'a suffisamment démontré.

Je voudrais simplement vous faire remarquer deux choses : la première c'est que l'extrême droite, en France, ce n'est pas moi qui l'ai inventée, elle a toujours existé, plus ou moins ouvertement et je remarque qu'elle s'est plus volontiers découverte lorsque la Gauche était au pouvoir. La seconde, c'est que si l'on est démocrate, on doit accepter que les courants de pensées s'expriment, y compris par la représentation parlementaire. On ne combat pas des idées en les empêchant de s'exprimer. De tout façon, c'est et cela restera une expression politique minoritaire en France.\